

Envoyé en préfecture le 20/12/2019

Reçu en préfecture le 20/12/2019

Affiché le

SLO

ID : 082-218200335-20191216-BP_2020_VILLE-BF



Budget primitif 2020

Vu, pour être annexé
à la délibération du Conseil Municipal
en date du 16 décembre 2019
A Castelsarrasin, le... 20/12/2019
Le Maire



Séance du 16 décembre 2019

Rapport de présentation

Introduction.

Le budget primitif (BP) 2020 s'inscrit dans le **cadre du débat d'orientation budgétaire** qui s'est déroulé le 21 novembre 2019. Il en **décline et précise les grandes masses financières**, et s'établit dans un **nouveau scénario cible de la prospective 2019-2024** qui vise à **poursuivre la maîtrise de l'évolution de la section de fonctionnement** et mettre en œuvre un **plan pluriannuel d'investissement ambitieux démarré en 2015** bien que **légèrement revu pour respecter les capacités financières** de la commune (objectif de réalisation de 30 M €).

Il s'inscrit également dans un **contexte de morosité des finances locales** marqué notamment par une **atonie des recettes et une forte incertitude quant à la réforme fiscale**. En effet, si le mouvement sans précédent de baisse des dotations, qui s'est étalé de 2014 à 2017, a pris fin en 2018, il n'empêche que le **manque à gagner pour la commune s'établit chaque année à 0,9 M €** par rapport à 2013 (3,1 M € sur la période 2014-2019). Par ailleurs, au-delà de la **restriction de l'autonomie fiscale** des communes du fait de la suppression de la taxe d'habitation, la réforme fiscale comporte des **effets indirects encore inconnus** à ce jour en matière de dotations et de péréquation. Les contraintes restent donc très fortes sur les budgets locaux, **alors que les charges qu'ils doivent supporter suite au désengagement continu de l'Etat sur les territoires, à la multiplication des normes et aux mesures imposées ne cessent d'augmenter**, indépendamment de la volonté des collectivités.

Le BP 2020 est basé sur **les mêmes éléments clés** qui ont guidé l'élaboration des cinq précédents budgets, à savoir :

- la **prudence**, en étant « pessimiste » sur le niveau des recettes et en constituant une enveloppe pour actualiser les provisions obligatoires ;
- la **sincérité**, en n'occultant aucun aspect du budget et en comprenant l'intégralité des dépenses obligatoires ;
- la **justice sociale**, en proposant un maintien des taux de fiscalité, malgré la forte baisse des dotations de l'Etat sur la période 2014-2017 ;
- la **pluri-annualité**, en inscrivant les budgets de fonctionnement et d'investissement dans le cadre du scénario de référence arrêté par la prospective financière 2019-2024 ;
- le souci d'une part de **maîtriser les dépenses de gestion et les charges de personnel, et ce malgré les éléments extérieurs qui s'imposent à la commune**, et d'autre part **d'optimiser les recettes** afin de faire face à l'inertie qui caractérise les dotations de l'Etat et à un dynamisme mesuré des bases fiscales ;
- le maintien d'un **effort d'investissement important et volontariste**.

1- Le budget principal.

Le budget primitif, comme toutes les décisions budgétaires prises par le Conseil municipal, doit être équilibré, au niveau des dépenses et des recettes d'une part, et au niveau de chaque section (fonctionnement et investissement) d'autre part. L'autofinancement, constitué par le solde des opérations d'ordre et du virement entre sections, doit par ailleurs couvrir à *minima* le remboursement en capital des emprunts.

Comme les budgets primitifs 2018 et 2019, cet équilibre est assuré exclusivement par les recettes propres à l'exercice. Il ne prend donc pas en compte les résultats et les restes à réaliser 2019.

1.1-L'absence de reprise des résultats anticipés et des restes à réaliser.

1.1.1- La non-reprise des résultats anticipés 2019.

Jusqu'au vote du budget 2017, le BP reprenait de façon anticipée, c'est-à-dire avant le vote du compte administratif (CA), les résultats cumulés des exercices précédents (ou soldes de clôture), arrêtés en lien avec les balances établies par le Receveur municipal.

Le vote du BP en décembre interdit toute reprise des résultats de façon anticipée, puisque l'exercice comptable n'est pas terminé (il se clôture au 31 janvier avec la fin de la période dite de la « journée complémentaire », et ce, même si celle-ci tend à se restreindre grâce à une meilleure anticipation des opérations de fin d'exercice en lien avec le comptable public).

Un budget supplémentaire (BS) sera voté avant le 30 juin 2020 afin de réintégrer les soldes de clôture dans l'équilibre budgétaire.

1.1.2- La non-intégration des restes à réaliser 2019.

Il s'agit de dépenses ou de recettes basées sur un engagement juridique (marché, bon de commande, arrêté d'attribution de subvention...) mais dont la réalisation et/ou la facturation n'ont pas été effectuées sur l'exercice N-1.

Jusqu'au vote du budget 2017, les sommes correspondantes étaient intégrées au BP et participaient à la réalisation de l'équilibre budgétaire. Comme pour la reprise des résultats, **un vote en décembre a pour conséquence de ne pas pouvoir intégrer les restes à réaliser au niveau du BP.** Cette opération sera réalisée dans le cadre du BS.

1.2-La section de fonctionnement.

1.2-1. Les recettes de fonctionnement : 16.619.900 € (+2,8 % / BP 2019).

Chapitre		BP 2019	BP+BS+DM 2019	Projet BP 2020	Evo BP 2019/BP 2020
70	Produits gestion courante	294 600	294 600	359 700	22.1%
731	Contributions directes	6 151 500	6 243 800	6 358 700	3.4%
73 hors 731	Autres impôts et taxes	5 544 400	5 544 400	5 613 500	1.2%
74	Participations et dotations	3 512 100	3 561 300	3 648 700	3.9%
75	Autres produits de gestion	221 900	221 900	184 000	-17.1%
76	Produits financiers	100	125	100	0.0%
77	Produits exceptionnels	50 900	64 300	14 700	-71.1%
013	Atténuation de charges	15 100	15 100	13 700	-9.3%
TOTAL mouvements réels		15 790 600	15 945 525	16 193 100	2.5%
042	Transfert entre sections	378 000	383 000	426 800	12.9%
TOTAL mouvements d'ordre		378 000	383 000	426 800	12.9%
002	Résultat reporté		2 008 675		
TOTAL		16 168 600	18 337 200	16 619 900	2.8%

Tout budget doit se déterminer par rapport au niveau des recettes de fonctionnement. C'est lui qui conditionne le montant des dépenses de cette même section et le niveau de l'autofinancement qui viendra financer la section d'investissement.

Comme les budgets 2018 et 2019, le BP 2020 est élaboré sur la base des seules ressources propres à l'exercice. Les recettes de fonctionnement affichent globalement une progression (+2,8%) par rapport au BP 2019. Evolution bien plus significative, les prévisions de recettes réelles augmentent de l'ordre de + 2,5%.

- Les recettes réelles de fonctionnement : 16.193.100 € (+ 2,5% / BP 2019).

Il s'agit des produits qui donnent lieu à encaissement effectif (émission d'un titre de recette à l'encontre d'un tiers - personne morale ou physique). Elles se décomposent ainsi :

- Les produits de gestion courante (chapitre 70) : 359.700 € (+22,1%). Ces recettes concernent les redevances d'occupation du domaine public (réseaux, terrasses des cafés et restaurants, locations de salles municipales, aire de camping-car), les inscriptions à l'école de musique et à la médiathèque, les recettes provenant des entrées au cinéma, de la piscine municipale, les participations des communes aux frais de scolarité, les concessions de cimetière, la refacturation des charges de fonctionnement de la voirie et de l'éclairage publics des zones d'activité à la CCTC, le remboursement du personnel mis à disposition de la Régie du Port, de l'abattoir, de la Communauté de Communes Terres des Confluences (CCTC) et du Syndicat des Eaux de la Région de Castelsarrasin.

La hausse des produits du chapitre 70 s'explique en grande partie par les recettes issues des mises à disposition de personnel aux budgets annexes mais aussi par la refacturation des charges de fonctionnement de la voirie et de l'éclairage publics des zones d'activité à la CCTC (ces dernières n'étaient pas inscrites au BP 2019).

- Les contributions directes (comptes 731) : 6.358.700 € (+3,4%). Il s'agit des 3 taxes locales directes sur lesquelles le Conseil municipal vote les taux : taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties. Il est rappelé que dans le cadre de l'instauration du régime de la Fiscalité professionnelle unique (FPU) au 01/01/2016, la communauté de communes s'est substituée aux communes pour la gestion et la perception, sur l'ensemble de son périmètre, du produit de la fiscalité professionnelle : CFE¹, CVAE², TASCOM³, IFR⁴. En outre, en raison de la création de la nouvelle communauté de communes, la part départementale⁵ de la taxe d'habitation a été transférée des communes vers l'EPCI au 01/01/2017, ce qui a donné lieu à un « rebasage » du taux de TH pour la commune en 2017, ce dernier étant ainsi passé de 18,94% à 10,51%.

Le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale est anticipé de façon prudente : il serait en augmentation d'environ 116.650 € par rapport aux prévisions du BP 2019 (soit +1,9%). Il correspond au niveau attendu du coefficient de revalorisation des bases (qui devrait être de 0,9% sous réserve du vote du projet de loi de finances) et de l'accroissement « physique » des bases (constructions, agrandissements, rénovations des locaux, etc.), prévu à hauteur de 1,5% pour la taxe d'habitation et de 2% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties.

Rappelons que la réforme de la fiscalité locale prévoit la suppression de la taxe d'habitation. 80% des foyers ne paieront plus aucune taxe d'habitation sur leur résidence principale dès 2020. Pour les 20% restants, la suppression sera déployée jusqu'en 2023.

¹ Cotisation foncière des entreprises.

² Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

³ Taxe sur les surfaces commerciales.

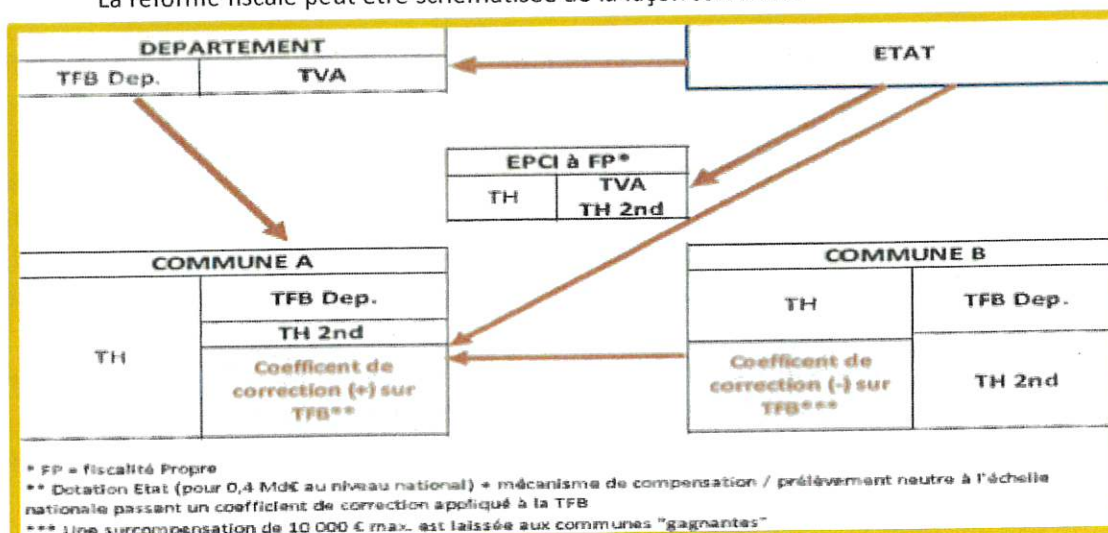
⁴ Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux.

⁵ La réforme fiscale de 2010-2011 a transféré aux communes la part de taxe d'habitation que percevaient auparavant les Départements.

Pour rappel, le **schéma de la réforme** est le suivant :

- transfert aux communes dès le 1er janvier 2021 de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- compensation aux communes, par l'État, de la différence entre la recette de taxe d'habitation supprimée et la ressource de taxe foncière départementale transférée, avec l'activation d'un « mécanisme correcteur » afin de neutraliser les écarts de compensation ;
- affectation aux intercommunalités et aux départements d'une fraction de TVA ;
- les petites communes « surcompensées » pourront conserver un surplus maximum de 10.000 € de recettes de taxe foncière ;
- création de la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), qui resteront imposées selon les modalités actuelles ;
- maintien de la taxe d'habitation sur les logements vacants ;
- adaptation des règles de liens entre les taux ;
- adaptation de la taxe GEMAPI.

La réforme fiscale peut être schématisée de la façon suivante :



Source : Cabinet Michel Klopfer

Enfin, comme depuis plusieurs années, les taux d'imposition votés par la commune ne seront pas revalorisés en 2020.

- Les autres impôts et taxes (chapitre 73 hors comptes 731) : 5.613.500 € (+1,2%). Cette progression provient de l'attribution de compensation versée par la Communauté de Communes qui voit son montant augmenter par rapport au BP 2019 (+1%). En effet, elle tient compte de la révision libre qui déduit du montant de l'attribution de compensation la participation au coût de fonctionnement de la future piscine intercommunale (100.000 €) mais aussi de la clause de revoyure qui met en œuvre la possibilité d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement, en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés.

Au total, les inscriptions budgétaires du chapitre 73 sont en augmentation par rapport au BP 2019 (+2,4%).

- **Les participations et dotations (chapitre 74) : 3.648.700 € (+3,9%).** Cette hausse s'explique par les éléments suivants :
 - l'évolution de la **dotation globale de fonctionnement** (dotation forfaitaire, dotation nationale de péréquation et dotation de solidarité urbaine) estimée à +1% soit + 25.300 €;
 - une **légère augmentation des allocations compensatrices** estimée à +1.900 €;
 - le **fonds de concours versée par la CCTC** pour le fonctionnement de la future piscine intercommunale qui permet la neutralisation de la participation au coût de fonctionnement de cette future structure (déduite des attributions de compensation) ;
 - la vente des **certificats d'économie d'énergie** géré par le Syndicat Départemental d'Energie, qui devrait générer un produit de 30.000 € (recette non inscrite au BP 2019).
 - **Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) : 184.000 € (-17,1%).** Cette diminution s'explique par le réajustement du montant prévisionnel du reversement du budget annexe Saint Jean des Vignes.
 - **Les produits financiers (chapitre 76) : 100 € (idem BP 2019).** Symbolique dans le budget, cette ressource émane des parts sociales acquises auprès du Crédit Agricole et de la Caisse d'Epargne lors de la souscription d'emprunts anciens.
 - **Les produits exceptionnels (chapitre 77) : 14.700 € (-71,1%).** Même s'il est par nature difficilement prévisible, le volume des recettes encaissées a été fortement réajusté à la baisse.
 - **Les atténuations de charges (chapitre 013) : 13.700 € (-9,3%).** Il s'agit d'une part des aides perçues au titre des emplois aidés et d'autre part du remboursement de la CPAM pour les arrêts de travail.
- **Les recettes d'ordre de fonctionnement : 426.800 € (+12,9% / BP 2019).**

Ces recettes, qui sont des **opérations purement comptables** ne donnant pas lieu à décaissement effectif, sont constituées, pour la section de fonctionnement :

- **des travaux en régie (329.000 €) :** il s'agit de valoriser et transférer en investissement, via un jeu d'écritures budgétaires, des charges imputées réellement à la section de fonctionnement : achat de fournitures et main d'œuvre ;

- des **reprises de provisions** pour risques et charges (96.500 €), qui expliquent en grande partie la hausse des recettes d'ordre (montant voté au BP 2019 : 48.000 €), liées à l'extinction de risques provisionnés sur les exercices précédents ;
- les quotes-parts de subventions d'investissement transférées au compte de résultat (1.300 €).

1.2-2. Les dépenses de fonctionnement : 16.619.900 € (+2,8% / BP 2019).

Dépenses de fonctionnement					
Chapitre		BP 2019	BP+BS+DM 2019	Projet BP 2020	Evo BP 2019/BP 2020
011	Charges générales	3 284 900	3 329 100	3 257 400	-0.8%
012	Masse salariale	8 400 000	8 400 000	8 450 000	0.6%
65	Charges de gestion	3 029 300	3 032 800	3 105 700	2.5%
66	Charges financières	89 200	89 200	88 200	-1.1%
67	Charges exceptionnelles	156 000	196 000	176 000	12.8%
014	Provisions réglementées	5 000	5 000	4 500	-10.0%
022	Dépenses imprévues	50 000	50 000	50 000	0.0%
TOTAL mouvements réels		15 014 400	15 102 100	15 131 800	0.8%
042	Transfert entre sections	918 000	948 000	900 000	-2.0%
023	Virement en INV	236 200	2 287 100	588 100	149.0%
TOTAL mouvements d'ordre		1 154 200	3 235 100	1 488 100	28.9%
TOTAL		16 168 600	18 337 200	16 619 900	2.8%

Les prévisions de dépenses de fonctionnement sont en progression par rapport au BP 2019. Les **dépenses réelles** affichent une légère hausse de **+0,8%**.

Comme les années précédentes, l'**objectif** pour 2020 est de **poursuivre les efforts de maîtrise des charges de fonctionnement**, même si la commune ne les maîtrise pas en totalité.

- **Les dépenses réelles de fonctionnement : 15.131.800 € (+0,8% / BP 2019).**

- Les **charges générales** (chapitre 011) : **3.257.400 (-0,8%)**. Il s'agit de l'ensemble des fournitures et services nécessaires au fonctionnement courant de l'administration municipale.

L'évolution affichée sur ce chapitre constitue un **objectif de poursuite de la maîtrise des dépenses courantes des services**, tout en sachant qu'une **partie non négligeable est fortement contrainte et s'impose à la collectivité** (dépenses d'énergie, normes de sécurité, coûts engendrés par la dématérialisation des relations avec les administrations publiques, transferts de charges imposés par l'Etat). Pour cela, il a été demandé aux services de **travailler sur la recherche de pistes d'économies** partout où cela est possible, et ce sans dégrader ou remettre en cause la qualité des services offerts aux usagers.

- La **masse salariale** (chapitre 012) : **8.450.000 € (+0,6%)**. Les **efforts de maîtrise des charges de personnel engagés depuis 2016** seront maintenus en 2020. Pour parvenir à cet objectif, les leviers traditionnels ou nouveaux seront actionnés :
 - une **stabilisation des effectifs globaux** (hors éventuels transferts de compétences vers la communauté de communes), sans création nette d'emplois ;
 - une **étude au cas par cas** de l'opportunité de **remplacer** les agents mis à la retraite ;
 - une **réorganisation** au long cours des **services municipaux** destinée à adapter leur fonctionnement aux enjeux actuels, se traduisant notamment par des réallocations de moyens ;
 - le **gel de la valeur du point d'indice** ;
 - l'optimisation progressive de la **gestion prévisionnelle des emplois et des compétences** pour adapter la stratégie des ressources humaines aux besoins de service de la commune ;
 - la maîtrise des **heures supplémentaires et complémentaires** ;
 - la **lutte contre l'absentéisme** ;
 - la mise en œuvre de la **refonte du Document unique d'évaluation des risques professionnels** destiné à prévenir les risques au travail et par conséquent les coûts engendrés ;
 - la poursuite de la mise en œuvre du **schéma de mutualisation avec la communauté de communes**, au niveau des services support et des services techniques, avec pour objectifs d'optimiser et rationaliser à l'échelle du territoire la gestion des ressources humaines, l'organisation des services et le coût de la masse salariale.

Ces mesures permettront de **compenser un certain nombre de hausses** indépendantes de la volonté de la collectivité, et notamment :

- la poursuite de l'application de la réforme statutaire **du dispositif de mise en œuvre du PPCR** (protocole relatif aux parcours professionnels, carrières, rémunérations) ;
 - les taux de charges ;
 - le montant brut du S.M.I.C. horaire ;
 - le Glissement Vieillesse Technicité ;
 - les élections municipales, qui mobiliseront des agents de la collectivité ;
- Les **autres charges de gestion courante** (chapitre 65) : **3.105.700 € (+2,5%)**. Ce poste regroupe les différentes **subventions et participations** que verse la commune à ses propres budgets annexes à caractère administratif (hors services publics industriels et commerciaux), au CCAS ou bien encore aux associations. Les principales participations s'établissent de la façon suivante :
 - subvention au **CCAS** : 1.420.000 € (-3,4%) ;
 - subvention d'exploitation au **budget annexe Restauration municipale** : 220.000 € (idem BP 2019) ;

- subvention d'exploitation au budget annexe **Transport « Tulipe »** : 195.000 € (+50%);
 - contribution au **SDIS** : 250.000 € (+3,3%);
 - participation au titre du **forfait communal** pour l'école privée : 100.000 € (+66%) qui s'explique par la prise en compte des élèves de maternelle résidant à Castelsarrasin, dont la scolarité est désormais obligatoire dès l'âge de 3 ans.
- Les **charges financières** (chapitre 66) : **88.200 € (-1,1%)**. Il s'agit des intérêts payés dans le cadre de la charge de la dette qui diminuent du fait de la clôture d'emprunts anciens ayant des taux élevés, et ce, malgré la souscription d'un nouvel emprunt fin 2019 de 3 M €.
 - Les **charges exceptionnelles** (chapitre 67) : **176.000 € (+12,8%)**. Ce chapitre contient notamment les **subventions d'exploitation versées aux budgets annexes constituant des services publics industriels et commerciaux** :
 - Abattoir : 90.000 € (+80%);
 - Régie du Port JY Cousteau : 20.000 € (-20%);
 - Centre Technique Fluvial : 20.000 € (-41%)
 - Les **provisions réglementées** (chapitre 014) : **4.500 € (-10%)**. Ce poste contient les dépenses liées à la prise en charge des **dégrèvements d'impôts locaux** non compensés par l'Etat, comme par exemple la taxe foncière pour les jeunes agriculteurs.
 - Les **dépenses imprévues** (chapitre 022) : **50.000 € (idem BP 2019)**. Ces dépenses, qui ne peuvent dépasser 7,5% du total des dépenses réelles de la section concernée, requièrent une autorisation du Conseil municipal pour pouvoir être utilisées.
- Les **dépenses d'ordre de fonctionnement** : **1.488.100 € (+28,9%)**.
 - Les **opérations de transfert entre section** (chapitre 042) : **900.000 € (-2%)** ne concernent cette année que la dotation aux amortissements. Aucune provision complémentaire pour risques et charges n'est prévue pour 2020. En effet, le comptable public a modifié sa méthode de comptabilisation des provisions nouvelles et des reprises de provisions.
 - Le **virement à la section d'investissement** (chapitre 023) : **588.100 € (+149%)**.
 - Au global, l'**autofinancement prévisionnel** (total du virement à la section d'investissement et du solde des mouvements d'ordre) s'établit à **1.061.300€**, contre **776.200 €** au BP 2019. La **réintégration des soldes de clôture** au budget supplémentaire permettra de revoir significativement à la hausse ce montant.

1.3-La section d'investissement.

1.3-1. Les recettes d'investissement : 10.207.800 € (+34,8% / BP 2019).

Recettes d'investissement					
Chapitre		BP 2019	BP+BS+DM 2019	Projet BP 2020	Evo BP 2019/BP 2020
10	Dotations, fonds divers	791 000	791 000	801 000	1.3%
1068	Excédents FON capital.	0	3 000 000	0	
13	Subvention d'INV	135 000	173 800	135 000	0.0%
16	Emprunts et dettes	5 240 800	3 070 000	7 533 700	43.8%
23	Immobilisations en cours	40 000	40 000	40 000	0.0%
27	Autres immo financières	10 000	10 000	10 000	0.0%
024	Produits des cessions	100 000	100 000	100 000	0.0%
20	Immo incorporelles	0	0	0	
21	Immo corporelles	0	0	0	
TOTAL mouvements réels		6 316 800	7 184 800	8 619 700	36.5%
040	Transfert entre sections	918 000	948 000	900 000	-2.0%
041	Opérations patrimoniales	100 000	140 000	100 000	0.0%
021	Virement depuis FON	236 200	2 287 100	588 100	149.0%
TOTAL mouvements d'ordre		1 254 200	3 375 100	1 588 100	26.6%
001	Résultat reporté				
Restes à réaliser			1 236 900		
TOTAL		7 571 000	11 796 800	10 207 800	34.8%

- Les recettes réelles d'investissement : 8.619.700 € (+36,5% / BP 2019).
 - Les dotations et fonds divers (chapitre 10) : 801.000 € (+1,3%). Les prévisions se décomposent de la façon suivante :
 - le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : 650.000 €. Ce fonds permet aux collectivités locales, en principe non assujetties à cet impôt, de récupérer une grande partie de la TVA dont elles s'acquittent sur leurs achats de l'année précédente.
 - les taxes d'urbanisme : 151.000 €.
 - Les subventions d'investissement (chapitre 13) : 135.000 € (idem BP 2019). Les subventions acquises en 2019 mais non encaissées sur cet exercice seront reportées en 2020 via les restes à réaliser. Le budget primitif n'intègre que les prévisions de recettes nouvelles au titre des subventions, étant entendu que leur montant est anticipé avec la plus grande prudence, compte-tenu du caractère incertain de l'attribution desdites subventions sollicitées.

- **Les emprunts et dettes (chapitre 16) : 7.533.700 € (+43,8%).** Comme l'an passé, le vote du BP en décembre ne permet pas de reprendre de façon anticipée les résultats des exercices antérieurs, ce qui a pour conséquence d'équilibrer la section d'investissement par un montant prévisionnel d'emprunt important. Comme indiqué dans le rapport d'orientation budgétaire, ce montant ne sera pas réalisé en totalité, puisque le BS permettra de rétablir les équilibres avec un jeu de vases communicants entre hausse de l'autofinancement et baisse du niveau d'emprunt. Toutefois, la collectivité se réserve la possibilité de recourir de nouveau à l'emprunt, afin de profiter des taux d'intérêt encore bas et d'anticiper une remontée de ces derniers. Le montant précis sera affiné au moment du vote du budget supplémentaire.
- **Les immobilisations en cours (chapitre 23) : 40.000 € (idem BP 2019).** Ce poste contient les recettes liées au remboursement des avances versées dans le cadre des marchés publics.
- **Autres immobilisations financières (chapitre 27) : 10.000 € (idem BP 2019).** Il s'agit de prévoir un remboursement complémentaire des avances consenties par le budget principal au budget annexe de Saint Jean des Vignes en cas de vente de nouveaux terrains.
- **Produits des cessions d'immobilisations (chapitre 024) : 100.000 € (idem BP 2019).** Comme son nom l'indique, ce poste de recettes permet de prévoir au budget le produit des ventes de biens immobilisés (terrains, bâtiments, véhicules...). Ce chapitre présente la particularité de ne pas porter de réalisations budgétaires, conformément à l'instruction comptable M14.
- **Les recettes d'ordre d'investissement : 1.588.100 € (+26,6% / BP 2019).**
 - **Les opérations de transfert entre section (chapitre 040) : 900.000 € (-2%).** Il s'agit de la contrepartie exacte des dépenses d'ordre de fonctionnement inscrites au chapitre 042.
 - **Les opérations patrimoniales (chapitre 041) : 100.000 € (idem BP 2019).** Ces opérations purement comptables permettent d'intégrer les études aux écritures d'amortissement de l'exercice N+1 et d'opérer un certain nombre de régularisations au niveau de l'actif.
 - **Le virement à la section d'investissement (chapitre 021) : 588.100 € (+149%).** Cette prévision est le pendant du chapitre 023 (dépenses d'ordre de fonctionnement).

1.3-2. Les dépenses d'investissement : 10.207.800 € (+34,8% / BP 2019).

Dépenses d'investissement					
Chapitre		BP 2019	BP+BS+DM 2019	Projet BP 2020	Evo BP 2019/BP 2020
20	Immo incorporelles	121 500	121 500	79 500	-34.6%
21	Immo corporelles	999 500	863 000	647 000	-35.3%
23	Immo en cours	4 480 000	4 645 812	7 198 000	60.7%
204	Subventions d'équipement	873 000	883 600	951 500	9.0%
10	Dotations, fonds divers	101 000	101 000	135 000	33.7%
16	Emprunts et dettes	418 000	418 000	570 000	36.4%
27	Autres immo financières	0	0	0	
13	Subvention d'INV	0	0	0	
020	Dépenses imprévues	100 000	100 000	100 000	0.0%
TOTAL mouvements réels		7 093 000	7 132 912	9 681 000	36.5%
040	Transfert entre sections	378 000	383 000	426 800	12.9%
041	Opérations patrimonia.	100 000	140 000	100 000	0.0%
TOTAL mouvements d'ordre		478 000	523 000	526 800	10.2%
001	Résultat reporté		638 988		
Restes à réaliser			3 501 900		
TOTAL		7 571 000	11 796 800	10 207 800	34.8%

- **Les dépenses réelles d'investissement : 9.681.000 €.** Elles progressent de +36,5% par rapport au BP 2019, avec comme **objectif constant d'améliorer le taux d'engagement** (87,7% en 2018 contre 67,9% en 2017) et de **réalisation** (53,6% en 2018 contre 46,7% en 2017) **des dépenses d'équipement.**

Les opérations d'investissement sont détaillées dans le tableau annexé au présent document.

- **Les dépenses d'équipement** (chapitre 20, 21, 23, 204) : 8.876.000 € (+37,1% / BP 2019). Les **principales opérations** à noter :

- Dans le domaine des affaires sociales :

- La poursuite du projet de création d'un pôle enfance - jeunesse, en lieu et place de l'ancienne clinique : 500.000 € ;
- le programme pluriannuel de rénovation des appartements locatifs : 20.000 €.

- Dans le domaine des infrastructures communales (voirie, bâtiments et moyens techniques) :

- le programme de voirie (signalisation, curage des fossés bordant les routes communales...) : 195.000 € ;

- la démolition du Pont à Caussade Bas (à proximité du Félix) : 200.000 € ;
 - les programmes annuels de voiries urbaine et rurale : 450.000 € ;
 - la poursuite du plan pluriannuel de rénovation de l'éclairage public : 410.000 € ;
 - la continuation du programme de travaux de mise aux normes et d'économie d'énergie sur les bâtiments communaux : 270.000 € ;
 - la poursuite du plan pluriannuel de mise en accessibilité PMR (personnes à mobilité réduite) des établissements municipaux recevant du public (ERP) : 330.000 € ;
 - la réfection des trottoirs et le plan accessibilité voirie : 100.000 € ;
 - la continuation du plan de renouvellement régulier des véhicules légers et utilitaires : 80.000 € ;
 - le réaménagement des ateliers municipaux : 100.000 €
- Dans le domaine de la vie culturelle, du tourisme, de l'environnement et du cadre de vie :
 - l'achat de matériel pour l'aménagement de la maison d'Espagne : 55.000 € ;
 - la restauration de documents et des orgues de l'église Saint Sauveur : 17.000 €.
- Dans le domaine du sport et de la vie associative :
 - l'achat de matériel pour les équipements sportifs : 25.000 €.
- Dans le domaine des affaires scolaires :
 - la poursuite de la rénovation de la toiture de l'école maternelle Pierre Perret : 50.000 € ;
 - la rénovation de la toiture de l'école maternelle Louis Sicre : 130.000 € ;
 - les travaux sur l'école élémentaire Jules Ferry (planches de rive et cour de l'école) : 115.000 € ;
 - la création d'un nouveau groupe scolaire à Ducau : 4.000.000 €.
- Dans le domaine des finances, de l'administration générale et du personnel :
 - la poursuite du plan de modernisation Informatique : 79.000 €.
- Dans le domaine du commerce, de la vie urbaine et des fêtes et cérémonies :
 - l'achat de mobilier urbain : 6.000 €.
- Dans le domaine de l'agriculture, des animations agricoles :
 - la poursuite de la rénovation des serres municipales : 15.000 € ;
 - l'assainissement des terres : 25.000 €
- Dans le domaine de l'urbanisme, du PLU et de l'aménagement foncier :
 - la continuation du programme des « subventions façades » : 50.000 €.
- Dans le domaine des participations :
 - la troisième et dernière annuité du fonds de concours pour la construction de la piscine intercommunale : 750.000 €.

- **Les dotations et fonds divers (chapitre 10) : 135.000 € (+33,7%).** Ce chapitre regroupe :
 - le reversement d'une part de la taxe d'aménagement perçue sur l'exercice précédent par la commune au Syndicat des Eaux : 62.000 € (+24%) ;
 - le reversement de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'activité à la Communauté de Communes Terres des Confluences : 72.000 € (+44%) ;
 - le remboursement de trop-perçus en matière de taxes d'urbanisme, provisionné à hauteur de 1.000 €.

- **Les emprunts et dettes (chapitre 16) : 570.000 € (+36,4%) :** hors nouvel emprunt, l'encours de la dette (capital uniquement) passera de 5.603.098 € au 01/01/2020 à 5.040.173 € au 31/12/2020.

- **Les dépenses imprévues (chapitre 020) : 100.000 € (Idem BP 2019) :** tout comme pour la section de fonctionnement, les dépenses imprévues sont limitées à 7,5% du total des dépenses réelles.

- **Les dépenses d'ordre d'investissement : 526.800 € (+10,2% / BP 2019).**
 - **Les opérations de transfert entre section (chapitre 040) : 426.800 € (+12,9%).** Il s'agit de la contrepartie exacte des recettes d'ordre de fonctionnement inscrites au chapitre 042, à savoir les travaux en régie, les amortissement des subventions d'investissement transférables et les reprises de provisions pour risques et charges.

 - **Les opérations patrimoniales (chapitre 041) : 100.000 €.** Ces opérations purement comptables permettent d'intégrer les études aux écritures d'amortissement de l'exercice N+1 (idem chapitre 041 en recettes d'investissement).

2. Les budgets annexes.

2.1-Le budget annexe « Interventions économiques ».

Le BP 2020 « Interventions économiques » s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **519.200 € HT** (fonctionnement : 316.000 € HT ; investissement : 203.200 € HT).

2.2-Le budget annexe « Abattoir ».

Le BP 2020 « Abattoir » s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **447.200 €** (fonctionnement : 399.500 € ; investissement : 47.700 €).

Afin, d'une part, de faire face à des dépenses récurrentes importantes de mise en conformité et de renouvellement des équipements, et d'autre part de conserver des tarifs attractifs assurant la compétitivité du seul abattoir existant sur le territoire de la commune et dans les environs, il est prévu une subvention d'exploitation en provenance du budget principal de 90.000 €.

2.3-Le budget annexe « Restauration municipale ».

Le BP 2020 « Restauration municipale » s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **580.700 €** (fonctionnement uniquement), avec une subvention d'équilibre en provenance du budget principal de 220.000 €.

Le budget s'inscrit dans la continuité des exercices précédents.

2.4-Le budget annexe « Transport Tulipe ».

Le BP 2020 « Transport Tulipe » s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **205.700 €** (fonctionnement uniquement), avec une subvention d'équilibre en provenance du budget principal de 195.000 €.

Les modifications apportées à la dernière convention passée avec la Région, la majoration des prix du nouveau marché, les conséquences d'une fréquentation plus importante sur certaines lignes et la révision des clauses de prise en charge des trajets par la Région ont pour impact d'augmenter le budget de 18% par rapport à l'exercice 2019. Aussi, afin d'éviter une hausse excessive des tarifs, la subvention d'équilibre passe de 130.000 € en 2019 à 195.000 € en 2020.

2.5-Le budget annexe « Zone d'Aménagement de Saint-Jean des Vignes / Gandalou ».

Le BP 2020 « Zone d'Aménagement de Saint-Jean des Vignes / Gandalou » s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **420.400 €** (fonctionnement : 232.800 € ; investissement : 187.600 €).

L'objectif pour 2020 est de poursuivre la commercialisation des terrains qui a redémarré depuis 2016 (9 terrains restent en vente dont 4 sont concernés par des intentions d'achat).

2.6-Le budget annexe « Régie du Port Jacques-Yves COUSTEAU ».

Le BP 2020 « Régie du Port Jacques-Yves COUSTEAU » s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **169.700 €** (fonctionnement : 138.100 € ; investissement : 31.600 €), avec une subvention d'exploitation en provenance du budget principal de 20.000 €.

2.7-Le budget annexe « Centre technique fluvial ».

Le BP 2020 « Centre technique fluvial » s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **101.500 €** (fonctionnement : 68.300 € ; investissement : 33.200 €) avec une subvention d'exploitation en provenance du budget principal de 20.000 €.

3. Présentation consolidée des budgets.

3.1-Consolidation du budget principal et de l'ensemble des budgets annexes et autonomes.

Ces chiffres agrègent les prévisions budgétaires du **budget principal**, des **budgets annexes non dotés de l'autonomie financière** (Interventions économiques, Abattoir, Restauration municipale, Transport Tulipe, Zone d'Aménagement de Saint-Jean des Vignes / Gandalou, Centre technique fluvial) et du **budget constitué en régie et doté de l'autonomie financière** (Régie du Port Jacques-Yves COUSTEAU).

Le BP 2020 ainsi consolidé, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **29.272.100 €**, se présente de la façon suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Recettes	
Recettes réelles	17.997.600 €
Recettes d'ordre	563.400 €
Total recettes de fonctionnement	18.561.000 €
Dépenses	
Dépenses réelles	16.581.700 €
Dépenses d'ordre	1.979.300 €
<i>dont virement à la section d'investissement</i>	610.000 €
Total dépenses de fonctionnement	18.561.000 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Recettes	
Recettes réelles	8.621.800 €
Recettes d'ordre	2.089.300 €
<i>dont virement de la section de fonctionnement</i>	610.000 €
Total recettes d'investissement	10.711.100 €
Dépenses	
Dépenses réelles	10.037.700 €
Dépenses d'ordre	673.400 €
Total dépenses d'investissement	10.711.100 €

3.2-Consolidation du budget principal et des budgets annexes hors budgets autonomes.

Ces chiffres agrègent les prévisions budgétaires du **budget principal** et des **budgets annexes non dotés de l'autonomie financière uniquement** : Interventions économiques, Abattoir, Restauration municipale, Transport Tulipe, Zone d'Aménagement de Saint-Jean des Vignes / Gandalou, Centre technique fluvial.

Ils ne tiennent donc **pas compte du budget constitué en régie et doté de l'autonomie financière, à savoir la Régie du Port Jacques-Yves COUSTEAU.**

Le BP 2020 ainsi consolidé, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **29.102.400 €**, se présente de la façon suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Recettes	
Recettes réelles	17.869.500 €
Recettes d'ordre	553.400 €
Total recettes de fonctionnement	18.422.900 €

Dépenses	
Dépenses réelles	16.475.200 €
Dépenses d'ordre	1.947.700 €
<i>dont virement à la section d'investissement</i>	<i>599.400 €</i>
Total dépenses de fonctionnement	18.422.900 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Recettes	
Recettes réelles	8.621.800 €
Recettes d'ordre	2.057.700 €
<i>dont virement de la section de fonctionnement</i>	<i>599.400 €</i>
Total recettes d'investissement	10.679.500 €

Dépenses	
Dépenses réelles	10.016.100 €
Dépenses d'ordre	663.400 €
Total dépenses d'investissement	10.679.500 €

ANNEXE : PROGRAMMATION PREVISIONNELLE DES TRAVAUX - BP 2020 (chapitres 20, 21, 23, 204 et 10)


Politique	Secteur	Code programme	Libellé programme	Code opération	Libellé opération	Service Gest	Projet BP 2020
Aménagement et développement	Amng. et redynam. ctre-ville	0201P01	Projet Redynamisation du centre-ville (RCV)	0201P01R13	Bornes interactives tactiles	AMENDEV	12 500 €
Aménagement et développement	Amng. et redynam. ctre-ville	0201P01	Projet Redynamisation du centre-ville (RCV)	0201P01R14	Application numérique	AMENDEV	20 000 €
Aménagement et développement	Amng. et redynam. ctre-ville	0201P01	Projet Redynamisation du centre-ville (RCV)	0201P01R16	Mobiliers urbains	AMENDEV	6 000 €
Total Aménagement et développement							38 500 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P01	Opérations bâtiments	0301P01R04	Diagnostic accessibilité handicapés	BATCOM	80 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P01	Opérations bâtiments	0301P01R05	Travaux Accessibilité handicapés ERP	BATCOM	300 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P01	Opérations bâtiments	0301P01R07	Chaudières écoles et Bâtiments Municipaux	BATCOM	60 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P01	Opérations bâtiments	0301P01R10	Réaménagement ateliers municipaux (AP 2019-1)	STA	100 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P02	Bâtiments scolaires	0301P02R05	Travaux écoles divers	BATSCOL	33 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P02	Bâtiments scolaires	0301P02R06	Ducau Nouveau Groupe Scolaire	BATSCOL	4 000 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P02	Bâtiments scolaires	0301P02R14	Aménagements et équipements écoles divers	BATSCOL	10 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P02	Bâtiments scolaires	0301P02R15	Réhabilitation école primaire Louis Sicre	BATSCOL	10 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P02	Bâtiments scolaires	0301P02R17	Rénovation toiture Ecole Maternelle P. Perret	BATSCOL	50 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P02	Bâtiments scolaires	0301P02R21	Rénovation Louis Sicre Maternelle (couverture)	BATSCOL	130 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P02	Bâtiments scolaires	0301P02R22	Rénovation Jules Ferry (planches de rives)	BATSCOL	65 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P02	Bâtiments scolaires	0301P02R23	Réfection Jules Ferry (cour)	BATSCOL	50 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P04	Bâtiments sportifs et associatifs	0301P04R03	Rénovation piscine	BATSPORT	10 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P04	Bâtiments sportifs et associatifs	0301P04R06	Gros entretien des bâtiments et équipements sportifs	BATSPORT	30 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P06	Bâtiments sociaux	0301P06R01	Rénovation appartements locatifs Mairie	BATSOC	20 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P06	Bâtiments sociaux	0301P06R05	Pôle enfance - jeunesse (AP 2018-2)	PATRIM	500 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P07	Autres bâtiments	0301P07R01	Eglise Saint Sauveur	BATCULT	17 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P07	Autres bâtiments	0301P07R02	Maison d'Espagne	BATCULT	62 500 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P07	Autres bâtiments	0301P07R03	Rénovation serres municipales	ESPVERTS	15 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P07	Autres bâtiments	0301P07R04	Travaux cimetières	CIMETI	10 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P07	Autres bâtiments	0301P07R06	Subventions façades	URBA	50 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P08	Travaux bons de commande	0301P08R01	Divers petits travaux INV bat	BATCOM	100 000 €
Infrastructures communales	Bâtiments	0301P08	Travaux bons de commande	0301P08R02	Tvx équipement et mise aux normes bât	BATCOM	80 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P01	Opérations voiries	0302P01R11	Assainissement des terres	VOIRIE	25 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P01	Opérations voiries	0302P01R12	Divers voirie et réseaux	VOIRIE	40 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P01	Opérations voiries	0302P01R13	Plantations	VOIRIE	20 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P01	Opérations voiries	0302P01R19	Réfection des trottoirs et étude accessibilité voirie	VOIRIE	100 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P01	Opérations voiries	0302P01R20	Démolition pont Félix Caussade Bas	VOIRIE	200 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P02	Voirie rurale	0302P02R01	Programme réfection voirie rurale	VOIRIE	300 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P03	Voirie urbaine	0302P03R01	Programme réfection voirie urbaine	VOIRIE	50 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P04	Eclairage public	0302P04R02	Rénovation de l'éclairage public	ECLPU	250 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P04	Eclairage public	0302P04R03	Intervention éclairage public	ECLPU	350 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P05	Signalisation verticale	0302P05R01	Mise en conformité de la signalisation verticale (SIL, RIS, police)	VOIRIE	20 000 €
Infrastructures communales	Voirie	0302P06	Bornes	0302P06R01	Mise en conformité des bornes incendie	VOIRIE	300 000 €
Infrastructures communales	Achats	0303P01	Véhicules	0303P01R01	Renouvellement véhicules légers	STA	30 000 €
Infrastructures communales	Achats	0303P02	Matériels	0303P02R01	Ateliers municipaux - outillage et matériel	STA	20 000 €
Infrastructures communales	Achats	0303P02	Matériels	0303P02R03	Achats de matériels	STA	9 000 €
Infrastructures communales	Achats	0303P02	Matériels	0303P02R04	Achats de matériels service des Sports	SPORTS	15 000 €
Infrastructures communales	Achats	0303P03	Mobilier	0303P03R01	Achat de mobiliers	STA	2 000 €
Infrastructures communales	Parcs et espaces verts	0304P01	Espaces verts	0304P01R02	Matériels espaces verts	ESPVERTS	15 000 €
Infrastructures communales	Etudes	0305P01	Bureaux d'études	0305P01R01	Provision pour bureaux d'études	STA	20 000 €
Infrastructures communales	Etudes	0305P02	Bureaux de contrôle	0305P02R01	Provision pour bureaux de contrôle	STA	20 000 €
Total Infrastructures communales							2 280 000 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2019

MLLE BF

ANNEXE : PROGRAMMATION PREVISIONNELLE DES TRAVAUX - BP 2020 (chapitres 20, 21, 23, 204 et 10)

Politique	Secteur	Code programme	Libellé programme	Code opération	Libellé opération	Service Gest	Projet BP 2020
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Culture	0401P02	Festivités	0401P02R01	Equipement festivités	FESTI	30 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Culture	0401P03	Médiathèque	0401P03R02	Achat DVD Médiathèque	MEDIA	2 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Culture	0401P04	Ecole de Musique	0401P04R01	Instruments de musique (achat et entretien)	MUSIC	8 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Culture	0401P06	Matériel service culturel	0401P06R01	Achat matériel service culturel	CULTU	1 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Cadre de vie	0402P02	Participations - amélioration cadre de vie	0402P02R01	Participations diverses	ADMGEN	10 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Cadre de vie	0402P02	Participations - amélioration cadre de vie	0402P02R03	Participation piscine intercommunale	ADMGEN	750 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Cadre de vie	0402P02	Participations - amélioration cadre de vie	0402P02R05	Reversement fraction taxe d'aménagement au Syndicat des Eaux	FINANCES	62 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Cadre de vie	0402P02	Participations - amélioration cadre de vie	0402P02R06	Reversement fraction taxe d'aménagement CCTC	FINANCES	72 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Patrimoine	0404P03	Acquisition foncières et immobilières	0404P03R01	Acquisitions de terrains	PATRIM	25 000 €
Culture - Tourisme - Cadre de vie	Patrimoine	0404P03	Acquisition foncières et immobilières	0404P03R02	Acquisitions d'immeubles	PATRIM	25 000 €
Total Culture - Tourisme - Cadre de vie							985 000 €
Sport - Vie associative	Vie associative	0502P01	Soutien aux associations	0502P01R08	Subventions aux associations domaine sport	ASSOC	3 000 €
Total Sport - Vie associative							3 000 €
Affaires scolaires	Ecoles publiques	0601P01	Equipement des écoles	0601P01R01	Achat mobilier et matériel écoles	ECOLES	20 000 €
Total Affaires scolaires							20 000 €
Moyens généraux	Finances	0701P02	Fiscalité	0701P02R08	Attribution de compensation ComCom TDC	FINANCES	106 000 €
Moyens généraux	Finances	0701P05	Opérations de gestion financière	0701P05R04	Opérations de régularisation et divers	FINANCES	1 000 €
Moyens généraux	Finances	0701P05	Opérations de gestion financière	0701P05R05	Imprévus immobilisations en cours	FINANCES	250 000 €
Moyens généraux	Finances	0701P05	Opérations de gestion financière	0701P05R06	Imprévus immobilisations corporelles	FINANCES	100 000 €
Moyens généraux	Finances	0701P05	Opérations de gestion financière	0701P05R07	Imprévus immobilisations incorporelles	FINANCES	60 000 €
Moyens généraux	Marchés publics	0703P01	Passation et exécution des marchés publics	0703P01R01	Avances forfaitaires	MARCHES	50 000 €
Moyens généraux	Informatique	0704P01	Achats de matériel	0704P01R01	Micro informatique et bureautique	INFO	30 000 €
Moyens généraux	Informatique	0704P01	Achats de matériel	0704P01R02	Matériel réseau et téléphonie	INFO	10 500 €
Moyens généraux	Informatique	0704P01	Achats de matériel	0704P01R03	Photocopieurs	INFO	19 000 €
Moyens généraux	Informatique	0704P02	Achats de logiciels	0704P02R01	Licences	INFO	4 500 €
Moyens généraux	Informatique	0704P02	Achats de logiciels	0704P02R02	Progiciels	INFO	15 000 €
Total Moyens généraux							646 000 €
Total général							9 011 000 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2019
Reçu en préfecture le 20/12/2019
Affiché le 
ID : 062-218200335-20191216-BP_2020_VILLE-BF